Des femmes roumaines

Dans les discussions à bâtons rompus auxquelles j'ai participé lors de mon séjour fin décembre 1989 à Bucarest, j'ai été frappé de constater que les propos de mes interlocutrices m'apparaissaient souvent comme étant plus sensés, plus réalistes, je veux dire plus intelligents par rapport à la réalité du moment, moins radicaux mais aussi moins farfelus et, peut-être, plus résolus que les propos de mes interlocuteurs. Intrigué, j'ai fini par me dire que, davantage que les femmes, les hommes ont tendance à se sentir obligés, en raison de leur statut, donc en bons et responsables chefs de famille, de fournir coûte que coûte des certitudes à leur entourage et d'élaborer des scénarios rétrospectifs et prospectifs particulièrement retors en guise d'explication des convulsions historiques qui les dépassent. Dans le contexte émotionnel et politique des journées qui ont suivi l'élimination de Ceausescu, cette attitude avait quelque chose à la fois de dérisoire et de dramatique. En effet, la culture politique des Roumains (précaire et approximative parce que constituée, bricolée en quelque sorte, par déduction et en prenant le contre-pied de la propagande communiste) et les convictions s'y rapportant (forgées, en cachette, à partir d'une constellation hétéroclite de valeurs refuge, et dont il est difficile de juger le contenu et l'authenticité en raison de leur fort encrage émotionnel) n'avaient jamais eu droit jusque-là à une véritable confrontation, dans un débat public. Du coup, considérés de l'extérieur; les scénarios les plus déroutants et les innombrables spéculations politiques qui allaient bon train en cette fin de décembre faisaient figure d'autant de pistes de décollage par rapport à la réalité, certes confuse, qu'ils étaient censés éclairer. Or cette réalité, sur laquelle on finissait par s'interdire d'agir à force d'en

chercher la signification cachée, n'était pas confuse seulement en raison d'un concours de circonstances ou de l'intervention de facteurs inattendus. La confusion était pour une bonne part entretenue délibérément par le nouveau pouvoir d'État émergent et, plus grave, par les agents et les bénéficiaires de l'ancien régime qui, eux, faisaient preuve d'un sens aigu des réalités immédiates en sachant justement se débarrasser des convictions qui, la veille encore, justifiaient leurs privilèges.

Basée sur des remarques empiriques et subjectives, mon hypothèse pèche sans doute par des généralisations hâtives qui ne sont pas sans rappeler les spéculations politiques évoquées plus haut. Si j'en fais part ici c'est parce qu'elle constitue le point de départ de l'entretien qui suit. Smaranda Mezei, qui travaille à l'Institut de sociologie de Bucarest, évoquera plusieurs aspects liés à l'histoire sociale récente des femmes roumaines et à la signification de leur participation aux manifestations qui ont contribué à la chute du régime de Ceausescu.

N.T.

— À vrai dire, ma curiosité et mon intérêt pour la problématique particulière de la condition et du statut de la femme roumaine se sont manifestés pour la première fois à l'occasion des événements de décembre 1989. Il m'a semblé que les femmes se sont comportées, notamment l'après-midi de la journée du 21, d'une manière sensiblement différente des hommes. En cherchant une réponse, tu suggères dans ta question que les femmes avaient une vision vraisemblablement plus réaliste de la situation. À mon avis, une telle vision découle d'un mécanisme à multiples ressorts que je m'efforcerai de présenter ici.

Les femmes sont amenées à jouer, d'un point de vue

sociologique, un plus grand nombre de rôles dans la société roumaine que les hommes. Elles sont sollicitées plus souvent, parfois de manière concomitante, tout au long de leur vie. Si dans la division des rôles une telle situation pourrait apparaître comme étant à leur avantage, sur le plan humain elle constituait pour les femmes un désavantage de taille. Pour se faire une idée sur ce cumul des rôles, pense d'abord au fait que la Roumanie, comme l'URSS, est un pays avec un taux d'activité féminine très élevé, ce qui veut dire qu'une majorité de femmes sont impliquées dans des activités extra domestiques. Puis, du point de vue de la nuptialité, la Roumanie appartient au type «est-européen» dans la classification démographique consacrée: le mariage est hautement valorisé et, par conséquent, nous avons affaire à un haut taux de nuptialité. La grande majorité des femmes sont donc mariées. Enfin, elles sont mères. En disant cela je pense bien entendu à toutes les conséquences de ce rôle à l'égard duquel le système politique a exercé une action oppressive ce dernier quart de siècle. Bien que la fertilité ait connu depuis la Première Guerre mondiale un déclin progressif, le remplacement des générations est assuré jusqu'à nos jours et parfois confortablement dépassé, ce qui veut dire, en d'autres termes, que la moyenne des enfants par femme est d'environ deux. Cela est, en partie tout au moins, le résultat de la politique démographique officielle de ces derniers temps que j'ai évoquée plus haut mais dont je ne commenterai pas ici les conséquences. Je me tiendrai à ces trois principaux rôles de salariée, épouse et mère de la femme dans la mesure où les autres en résultent ou peuvent être considérés comme complémentaires.

Je ne m'attarderai pas ici sur la question de l'égalité entre les sexes ou sur celle des chances sociales égales telles qu'elles sont traitées par la rhétorique communiste. Ce qui me semble intéressant à relever c'est que, dans la perception sociale courante, il n'y a pas de discrimination importante à l'égard de la femme. Une hiérarchisation sensible des statuts

s'opère, en revanche, dans la praxis familiale. La nuance d'infériorité dont la femme est souvent victime découle justement de sa manière de s'autovaloriser, ce qui à première vue peut sembler paradoxal. Elle est l'âme de la famille, le centre de l'univers familial, elle confère stabilité émotionnelle, affective et, parfois, matérielle aux autres membres de la famille. La femme est beaucoup plus sollicitée que l'homme qui assure une partie du revenu familial et, partage, éventuellement, la tâche de l'approvisionnement; ce fut le cas surtout ces dernières années quand une part considérable du budget de temps de la famille passait dans l'attente des marchandises devant les magasins d'alimentation. On sait, par ailleurs, grâce aux diverses études réalisées sur la fonction d'instance compensatoire de la famille dans l'instruction, que la femme investissait davantage de temps pour aider les enfants dans leurs problèmes scolaires.

Littéralement au bout de leurs forces, les femmes se retrouvaient dans une situation limite en quelque sorte. D'où leur réaction de désespoir pendant les journées de décembre. Spontanée en apparence, cette réaction s'explique aisément dès lors que l'on adopte un point de vue rétrospectif et que l'on prend en compte l'histoire sociale de la condition de la femme roumaine de ce dernier quart de siècle.

Je devrais peut-être préciser que mon propos porte ici en priorité sur les femmes ouvrières. Par ailleurs, il convient de rappeler le poids croissant des femmes dans la sphère des services; dans les domaines par exemple de la santé, de la culture ou de l'enseignement elles sont déjà majoritaires.

Deux phénomènes ont profondément marqué la dynamique de la vie sociale roumaine de l'après-guerre: la mobilité sociale et la mobilité territoriale. Pour la catégorie des ouvrières de la population des femmes, ces phénomènes ont eu un impact particulier en raison du passage rapide et massif, par vagues successives, du village à la ville, d'une part, et du statut de paysan à celui d'ouvrier (d'ouvrier qualifié, en général,

si l'on prend en considération le système de formation mis en place pour faire face aux besoins de l'expansion industrielle), d'autre part. Or ce sont justement les femmes appartenant aux générations des quarante et cinquante ans qui ont été les plus actives pendant la période de la révolte populaire. La plupart d'entre elles ont connu la même trajectoire sociale: parties du village, elles s'établissent en ville où elles obtiennent – en suivant des cours de qualification sur le lieu de travail ou dans le cadre d'écoles professionnelles – une qualification, se font attribuer, ou achètent, un appartement. Grâce à la solidarité familiale, qui peut être considérée comme l'une des valeurs les plus importantes dans ces milieux et qui a permis une survie domestique «acceptable» à ceux qui la pratiquaient, ces femmes résolvent les problèmes de garderie des enfants jusqu'à leur entrée dans le système d'enseignement, arrivent à se procurer assez facilement les produits alimentaires introuvables en ville et finissent par acquérir une certaine conscience de la supériorité de leur propre prestige social en comparaison avec le reste de la famille resté au village. L'apogée de cette mobilité territoriale et sociale se situe dans les années 70. Pendant les dix dernières années on assiste à un glissement sensible des aspirations. Dans les processus d'autovalorisation, le système de références dominant n'est plus celui de la famille d'origine du milieu rural, mais celui fourni par les milieux sociaux et culturels urbains dans lesquels cette nouvelle population venait de s'intégrer.

Il y a trois ans, j'ai réalisé une étude sur la fertilité de la population féminine afin de déceler la motivation qui fonde son comportement démographique. J'ai pu constater que le choix du nombre d'enfants, ou le nombre d'enfants considéré comme idéal, tenait compte dans la plupart des cas du fait que la famille pouvait offrir des chances de réalisation seulement à un nombre limité d'enfants. Contrairement à mes attentes, la fertilité réduite était due pour l'essentiel non pas à des raisons économiques mais à des aspirations de réalisation

sociale pour ses enfants. Si nous laissons de côté les filières de promotion propres au monde occulte du pouvoir on peut dire que la seule voie d'ascension sociale en Roumanie était l'école. En raison des dysfonctionnements de plus en plus prononcés du système d'éducation et d'enseignement, les possibilités de monter dans l'échelle scolaire étaient, aux yeux de la famille, directement proportionnelles avec les investissements qu'elle pouvait assurer.

— Ce que tu avances maintenant n'est plus spécifique aux femmes...

— Je parle, bien entendu, de stratégies familiales mais il existe un élément de nature psychologique qui nuance le portrait de la femme dans ce cadre. Je l'appellerais obstination. L'univers que les femmes valorisent au plus haut degré c'est la famille dont elles sont l'élément à la fois le plus mobile et déterminant...

— Lors de ton enquête sur le terrain, comment réagissaient les femmes sur la question de l'interdiction de l'avortement et, de fait, de la contraception? Qu'en pensaient-elles?

— Ta question appelle deux réponses distinctes. D'une part, pour ce qui est de l'opinion des femmes je ne saurai te dire grand-chose. La peur, la méfiance et le double langage entraînés dans les relations humaines par la législation concernant l'avortement risquaient fort de fausser les résultats de l'enquête. J'ai donc préféré ne pas introduire ce chapitre dans mon questionnaire afin d'éliminer autant que possible la suspicion de mes interlocutrices et accroître ainsi les chances du sociologue que j'étais. S'il ne maîtrisait pas l'art de rendre crédibles les valeurs déontologiques de sa profession, le sociologue courait le risque de passer pour un agent de l'ordre répressif. D'autre part, il était inutile d'interroger les femmes sur les méthodes de contraception, surtout moderne, puisque celles-ci étaient absentes sur le marché. Des privilégiées pouvaient

parfois y accéder, mais grâce au marché noir. Le sujet était par conséquent deux fois tabou. Très délicat, aussi, pour une autre raison. juste avant mon enquête, il y a eu par deux fois, en 1985 et 1987, renforcement des dispositifs répressifs de la loi. Après les années 70, la tendance à la baisse de la fertilité s'est de nouveau manifestée, en sorte qu'en 1983, pour la première fois depuis 1966 (l'année de l'interdiction de l'avortement), le nombre de naissances est redevenu inférieur à celui des décès. Le fait de questionner les femmes sur la manière dont elles contrôlaient la fertilité relevait par conséquent de l'enquête policière.

En ce qui concerne, dans les faits, la réaction des femmes, je peux faire quelques déductions. Toute pratique contraceptive était interdite. Mais il ressortait de mon enquête que moins de 7 % seulement des nouveau-nés n'étaient pas désirés. Cela prouve qu'il existait bien un contrôle de la fertilité exercé par des méthodes traditionnelles. L'évolution ascendante du décès des femmes des classes d'âge jeune à la suite d'avortements provoqués illégalement confirme, par ailleurs, ce phénomène.

— Revenons, si tu veux bien, à ce qui t'as semblé particulier dans l'engagement des femmes pendant les journées de décembre....

— Ce qui s'est imposé à moi cet après-midi du 21 décembre 1989 dans le tumulte des choses que j'ai pu vivre, dans les sentiments que j'ai pu éprouver et les angoisses qui ont pu me traverser c'est avant tout l'image des femmes saisies par le désespoir. Je suis arrivée à la place de l'Université aux alentours de 16 heures. Beaucoup de monde sur la partie carrossable de la place, l'espace investi par les «déterminés». Sur les trottoirs se bousculaient les curieux, les indécis, ceux qui censuraient leur émotion en appliquant une tactique bien connue: «Attendons voir s'il ne s'agit pas d'un nouveau piège qu'ils (le pouvoir) nous tendent.» La tension générée par la révolte enfin osée, la répression

annoncée par la présence de l'armée et les éventuels affrontements à venir suggérés par la disposition des lieux conféraient au tableau des accents tragiques. Or, dans cette atmosphère chargée, celles qui se sont spontanément constituées en «révélateur» de la conscience civique et morale furent les femmes. L'air de la place vibrait se faisait l'écho de leurs exhortations, parfois apocalyptiques, criées sur le ton du désespoir. Les exhortations de ces femmes étaient autant de variations sur une même interrogation: comment les hommes pourraient-ils justifier aux yeux de leurs enfants, le jour du jugement, la lâcheté avec laquelle ils ont si longtemps accepté un régime aussi dégradant. Comment pourraient-ils rester passifs lorsque leurs enfants meurent de faim? Il y avait sur la place des femmes appartenant à toutes les catégories d'âge, occupationnelles, religieuses, ethniques... Cependant, le segment le plus désespéré était composé par des femmes entre quarante et cinquante ans, celles-la même qui avaient une histoire déjà saturée par l'exercice de leurs rôles. Des femmes qui avaient des enfants et qui connaissaient mieux que quiconque le prix que la famille devait payer pour assurer aux enfants une chance de réalisation sociale dans une société marquée par la «crise des crises».

Je voudrais te dresser un petit portrait à valences emblématiques. J'ai eu l'occasion de suivre de près pendant quelque temps l'activité de celles que la propagande officielle appelait les «camarades de lutte et de vie» [d'Elena Ceausescu]. Je me réfère aux ouvrières d'une grande entreprise d'industrie légère de Bucarest. 18.000 femmes qui travaillaient, en deux tours, dans des ateliers de production où se concentraient entre 300 et 500 ouvrières. Chacune clouée à son «lieu de travail», le petit espace nécessaire à son outillage, toutes envahies par la chaleur, les vapeurs et les bruits qui défiaient toutes les règles de l'hygiène de travail. Souvent, on pouvait apercevoir dans ces endroits inhumains une femme qui cachait son enfant derrière quelques

ballots, l'«objet de son travail», juste à côté de son «instrument de travail». Cela parce les crèches ne satisfaisaient plus la demande et que l'histoire urbaine récente de cette femme ne lui avait pas encore permis de tisser un réseau social informel d'assistance familiale. Une telle situation n'était, bien entendu, pas propre à Bucarest, des réalisations du socialisme dans le genre il y en avait partout dans le pays.

Pour affiner cette description je te reconstituerai le budget de temps d'une femme «normale», celle correspondant à la moyenne établie par les statistiques. Elle commence la journée par la préparation des gamelles pour tous les membres de la famille; si elle a des enfants qui ne vont pas encore à l'école, elle doit les préparer puis les amener à la garderie. Tout cela avant 7 ou 8 heures du matin, heure à laquelle débute sa journée de travail pendant laquelle elle doit accomplir une «norme» qui, bien qu'établie selon des critères dits scientifiques, ne respecte le plus souvent aucun principe ergonomique ou technologique, sans parler des difficultés d'approvisionnement. En sortant du travail, elle doit calculer judicieusement la tournée des magasins d'alimentation de la ville, en sorte que dans un laps de temps relativement bref, 3 ou 4 heures, elle puisse trouver le minimum nécessaire pour la préparation du dîner. En rentrant à la maison, outre la préparation du dîner et du déjeuner à emporter pour le lendemain, elle doit faire la lessive, surveiller les devoirs des enfants lorsqu'ils sont scolarisés, etc. Vers minuit, elle peut enfin se coucher et préparer ainsi sa nouvelle journée de travail... L'image dévalorisée du statut d'ouvrier dans la perception sociale de la hiérarchie occupationnelle trouve ici son explication. Pour les femmes dotées d'un petit capital social et culturel (selon les critères en vigueur) le rêve était de trouver un poste, aussi humble fut-il, de fonctionnaire, en sorte que, au moins au travail, elle puisse «respirer»!

Tout ce que je viens de dire n'est pas forcément en opposition avec l'homme qui était plus «pauvre» en rôle et avait, par conséquent, une plus grande liberté de manœuvre. Ces dernières années, lorsque la crise alimentaire était en train de prendre des proportions apocalyptiques, on apercevait d'ailleurs toujours plus d'hommes dans les files d'attente. Comme quoi, les exigences de la survie se manifestaient aussi dans une répartition plus judicieuse des tâches.

— Pendant les mois ayant suivi les événements de décembre, peut-on relever un comportement politique particulier des femmes?

— Difficile à dire, je ne pense pas, même si elles percevaient sans doute la situation de manière distincte. En fait, des hommes et des femmes faisaient partie des divers camps politiques. Ce qui différenciait les individus et les groupes c'était le degré de conscience critique: les un(e)s étaient plus faciles à manipuler que les autres. En revanche, pendant la campagne électorale, le pouvoir a su utiliser à son avantage, pour ce qui est de certaines catégories socioprofessionnelles surtout, un trait psychologique de la femme, son penchant pour les valeurs stables, son rejet de toute action pouvant mettre en danger l'univers domestique.

— Quels dangers?

— Jusqu'à fin janvier, quand s'est produit la première faille dans l'organisme social, la société roumaine apparaît comme une société solidaire dans ses manifestations, solidaire dans ses attentes. Chose aisément compréhensible si l'on pense au fait que jusqu'à décembre on avait affaire pour l'essentiel à deux entités qui s'affrontaient tacitement et que l'on désignait par nous — les plus nombreux — et eux — le pouvoir totalitaire. La scission de décembre a rendu vulnérable l'organisme social et, depuis, chaque nouvelle secousse allait affecter de nouveaux liens sociaux.

– Les femmes se seraient-elles manifestées comme une force quelque peu conservatrice à la veille des élections?

– Pas toutes... Surtout les femmes d'un âge plutôt avancé, avec un niveau d'instruction modeste, donc un niveau élevé de crédulité et, par conséquent, faciles à manipuler. Dans mon propos, la crédulité ne relève pas de l'appréciation individuelle, je la conçois comme une donnée sociale.

Les pressions idéologiques exercées par la propagande du régime, surtout ces quinze dernières années, ont eu pour résultat une vision manichéenne fondée sur une forte dichotomie dans le contenu des idées, des valeurs ou des actions. Cela c'est traduit après les événements de décembre par le raisonnement suivant partagé par une grande partie de la population: du temps de Ceausescu, c'était mal: le froid, l'obscurité, la faim... Nous avons éliminé Ceausescu, donc le mal, alors l'emprise du bien fut rétablie. Même si tout n'est pas très bien, c'est toujours mieux aujourd'hui qu'auparavant. La logique du discours de ceux qui soutenaient le nouveau pouvoir politique était structurée selon le principe qui suit: rapporté à Ceausescu, la quintessence du mal, tout autre ne peut être que bon, même s'il n'est pas parfait alors pourquoi prolonger les actions contestataires si Ceausescu n'est plus?

Puis il y avait autre chose. Nous nous sommes retrouvés sans repères. Avant la révolution nous avions les repères que le système nous fournissait et qui étaient d'autant plus présents dans nos consciences que nous les contestions sans cesse. Et voilà, du jour au lendemain, ces repères et ces normes ont perdu toute pertinence...

– On peut cependant s'interroger sur le peu d'impact d'un autre raisonnement, partant de prémisses similaires et apparenté au premier. «Si nous avons réussi à nous débarrasser du mal suprême, en renversant Ceausescu, pourquoi se contenter d'un léger mieux, somme toute relatif, et ne pas continuer dans la foulée?» Autrement dit, on peut s'interroger pourquoi

la «deuxième révolution», à laquelle appelaient certains secteurs, minoritaires certes, de la population, mais qui avaient généralement participé aux mouvement de rue de décembre et s'en réclamaient haut et fort, n'a-t-elle pas eu lieu? Sans doute parce que les deux raisonnements étaient d'emblée faussés par le statut équivoque du fameux «nous» et que, en réalité, dans sa majorité, la société n'a pas été impliquée dans la première révolution; pire, si tout un chacun a applaudi sincèrement à la chute de Ceausescu, beaucoup ont été pris de court et certains n'ont pas manqué de nourrir quelques inquiétudes devant les conséquences éventuelles du bouleversement révolutionnaire. Mais aussi, vraisemblablement, parce qu'il y allait de l'intérêt de cette majorité, ou du moins le pensait-elle; à tort, le plus souvent, mais dans certains cas non sans quelque raison...

— On peut tenter une explication à partir de la structure sociale et de l'analyse culturelle et psychologique des grandes catégories sociales. Je retiendrais les deux d'entre elles qui présentent le plus de similitudes dans la perspective qui nous intéresse: les ouvriers et les techniciens d'une part, l'intelligentsia technique et les technocrates d'autre part. Je pense surtout à ceux de ses membres de la cinquantaine qui ont fait, ou estimaient avoir fait, une carrière pendant l'après-guerre. Leur origine sociale était commune en ce sens qu'une grande partie des ouvriers provenaient des paysans ayant fourni les grands contingents de l'émigration vers les villes, tandis que pour les membres de la technostructure la même origine sociale, paysanne, avait constitué un critère d'accès à l'enseignement supérieur à l'époque où l'enseignement constituait le levier politique de la lutte des classes.

Dans une situation de crise, de confusion des valeurs, comme celle où nous nous trouvons depuis le 22 décembre, l'économie affective de l'individu l'oriente, le pousse en quelque sorte, vers une configuration stable de son histoire individuelle et

de celle du groupe auquel il appartient ou auquel il appartenait. Une telle orientation peut faire figure de projet et c'est ce qui arriva dans les deux catégories sociales susmentionnées, qui ont procédé à une revalorisation de leur propre histoire afin de d'y trouver des critères pour reconstruire un présent perçu comme incertain. Iliescu passait pour le représentant et le garant de ce que l'on considérait comme bon dans l'ancien régime. Qui plus est, ces catégories étaient très sensibles aux dysfonctions, tel le chômage, du modèle libéral et, après tant d'années de communisme, beaucoup s'étaient fait à l'idée d'un confort minimal, à condition qu'il soit sûr. Parmi les trois candidats, Iliescu était le seul à se définir négativement par rapport au libéralisme et à accepter, implicitement, les vieilles habitus.

N'ayant pas fonctionné auparavant comme critères, la concurrence et la compétitivité ne pouvaient pas être valorisées par une majorité de la population. Enfin, dans des moments historiques comme ceux que nous avons vécu en Roumanie, intervient aussi une logique fondée sur l'analogie compensatoire. On se rapporte de préférence au point de départ et non pas à un avenir tentant par certains côtés mais seulement probable. L'ouvrier de la ville se trouve merveilleux en comparaison avec le paysan d'une coopérative qui travaille dur pour pas grand-chose... C'est d'ailleurs l'image exploitée à profusion par l'ancienne propagande officielle qui y puisait la justification du pouvoir communiste.

Je voudrais, en guise de conclusion, attirer l'attention sur un élément que l'on a tendance à omettre dans nos analyses sur l'histoire roumaine de ce dernier quart de siècle. La carrière de Ceausescu comme numéro un du pays a débuté sous de bons auspices. La condamnation par la Roumanie de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 a ouvert au pays la voie vers l'Europe. Du point de vue économique, la fin des années 60 a marqué une certaine amélioration et en pouvait noter en ce

temps une relative libéralisation de la vie sociale. Même limitée, la circulation de l'information et des personnes présentait les symptômes d'une certaine libéralisation. Aujourd'hui, cette période peut apparaître comme «désirable» en comparaison avec la dégradation accélérée subie pendant les dix dernières années. Nombreux sont ceux qui considèrent la détérioration du pays comme un effet de la folie de Ceausescu et non du système. Ainsi peut-on expliquer par exemple pourquoi pendant la campagne électorale la mémoire collective a réactivé cette période libérale de l'histoire du pays.

Malheureusement, il n'y a pas d'étude sur la hiérarchie réelle des valeurs dans la société roumaine. Elle pourrait faciliter la compréhension du comportement des groupes et des divers secteurs de la population pendant l'après-Ceausescu. Un seul exemple. Une des questions posées lors de l'enquête réalisée par la SOFRES en mars 1990 à Bucarest demandait d'établir une hiérarchie entre plusieurs valeurs de la culture occidentale jugées négatives. Il est significatif de constater que l'«individualisme» figurait en tête dans la plupart des cas. L'individualisme occidental est perçu comme synonyme d'égoïsme et l'égoïsme est un élément indispensable de la stratégie du plus fort dans la lutte pour l'existence; ce qui rappelle les règles de la jungle. En fait, beaucoup de Roumains associent le collectivisme à une instance qui développe des mécanismes de protection...

Smaranda Mezei
Propos recueillis par Nicolas Trifon/]